

APPEL À CONSTITUER

DES GRENIERS

DES SOULÈVEMENTS

Répondre à la dépossession et à l'isolement

C'est en lisant le texte du comité caennais des Soulèvements de la Terre « Prendre, Démanteler, Communiser » [1] que nous, membres du Réseau de ravitaillement des luttes du pays rennais et du comité rennais, avons eu envie de poursuivre les propositions sur la subsistance qui semblent traverser les comités des SDT nouvellement créés.

Comme le soulignent les camarades de Caen, la structuration de l'économie capitaliste coupe une majorité de la population de tout moyen d'autosubsistance et son fonctionnement sous sa forme actuelle pousse 8 millions de personnes à dépendre de l'aide alimentaire. Nous pensons qu'il faut continuer à dire et à défendre que l'idéologie bourgeoise repose sur une dépossession. Les populations ont été dépossédées avec le temps des moyens et des savoir-faire qui leur permettaient d'assurer des formes d'autonomie matérielle. C'est cette idéologie qui les oblige, pour survivre, à vendre leur temps et leur énergie sur le marché du travail. Plus cette dépendance au marché est grande et les moyens d'autonomie des populations sont faibles, plus les conditions de l'accumulation capitaliste et le désir de contrôle des classes dirigeantes et possédantes sont satisfaits.

Or, notre attachement aux biens matériels produits par l'économie capitaliste rend difficile la construction d'une opposition sérieuse à cette perte d'autonomie. Cette situation complexe est résumée par Aurélien Berlan [2] :

l'impasse socio-écologique dans laquelle nous nous enfonçons tient au fait que nous sommes devenus vitalement dépendants d'un système qui sape à terme les conditions de vie de la plupart des êtres vivants [...] nous en sommes prisonniers, matériellement et mentalement, individuellement et collectivement.

Dans le même sens, nous pensons qu'il faut aussi questionner la désirabilité du travail de la subsistance. En effet, ce « piège idéologique » de la culture bourgeoise « classe dans le même ensemble le travail servile, le travail paysan et le travail domestique des femmes au foyer modernes et repose sur le mépris envers les processus naturels liés à la vie » [3].

Nous avons alors ressenti l'importance de nous demander comment se réappropriier et construire collectivement nos conditions d'existence. Mais, nous faisons face à un deuxième constat, partagé par le comité de Caen [4] :

un isolement des différentes initiatives de résistance, leur morcellement, qui les vouent à l'impuissance : les luttes syndicales paysannes empêtrées dans une forme de corporatisme sectoriel ; les marches pour le climat confrontées à l'impuissance sans horizon des manifestations, même massives, réduites à interpeller les gouvernant·es pour qu'ils agissent contre leurs intérêts ; l'inconséquence libérale-libertaire des modes d'action « autonomes » égarés par leur propre dispersion et leur absence de stratégie coordonnée ; les collectifs d'habitant·es de territoires en lutte qui mènent des batailles locales contre des projets industriels écocidaire, sans avoir — trop souvent — les moyens de vaincre.

Face à ce morcellement de nos résistances, il serait merveilleux que la formule médiatique « l'inaction climatique du gouvernement » se vérifie. Or, l'expression est en partie malheureuse : inactifs, ils nous laisseraient la possibilité de nous organiser, de déployer des alternatives. Mais ils attaquent sans répit et de tous les côtés, celui des retraites comme celui des méga-bassines. Les classes dirigeantes et possédantes œuvrent à renforcer les structures qui assurent leur domination, avec d'autant plus d'entrain qu'elles espèrent ainsi échapper aux conséquences les plus dramatiques de la crise écologique un peu plus longtemps que les autres. La stratégie est immorale, mais relativement rationnelle, du moins à court terme.

Face à ce niveau de conflictualité, les alternatives seules sont inoffensives. Mais s'opposer seulement n'est pas non plus suffisant. Il est essentiel que chaque geste d'opposition soit organiquement mêlé à une proposition positive, à l'ébauche du monde que l'on aspire à voir émerger à la place du leur. Il est essentiel stratégiquement mais aussi pour nous, pour que la lutte soit désirable, habitée par des affects joyeux.

La tentative de construction mutualiste rennais

Au sortir de la lutte contre la loi travail en 2016, une partie du milieu autonome rennais a engagé un travail de réflexion autour des questions d'autonomie, que ce soit le logement, la formation ou l'alimentation. Cette dernière dimension a amené à la création du Cartel des cantines, qui deviendra par la suite le Réseau de ravitaillement des Luttes (R2R). L'objectif du réseau était alors de répondre pratiquement à la question : « Comment nourrir efficacement les luttes sociales » [5] ?

Dès 2016, on veut se donner les moyens de réaliser notre « plan quinquennal » : nourrir 200 personnes deux fois par jour, tout en continuant à faire des cantines pour les événements militants importants (pendant les expulsions de la ZAD, lors de festivals militants, etc.). S'inscrivant dans la dynamique du réseau mutualiste à Rennes [6], le R2R est un outil de la base arrière du mouvement social, qui essaye de construire des bases matérielles solides pour soutenir les fronts de conflictualité.

On pense, ainsi, dès l'origine, **la subsistance de nos luttes**. En effet, il nous appartient de ne pas recréer « la contradiction primaire de l'autonomie » [7], qui ouvrirait des fronts de lutte sans toujours se doter des moyens de subvenir à ses besoins.

L'alimentation étant souvent un de ces besoins, condition pour qu'une lutte dure, voire qu'elle existe [8], il nous fallait nous doter d'outils et de réseaux capables d'assurer une collecte ou une production de denrées alimentaires, ainsi que de moyens de les transformer, en quantité importante. Très vite, on se procure le matériel pour organiser des cantines pour plusieurs milliers de personnes ; on prend contact avec des maraîcher·es du coin pour organiser des réseaux de solidarité entre grévistes et producteur·ices ; on remplit chaque semaine un 18m³ avec de la nourriture de récup' issue de la grande distribution ; on se fait prêter des bouts de champs sur lesquels on cultive de quoi alimenter nos cantines. L'idée est toujours de faire durer ou rendre possible les luttes par l'autonomie alimentaire. L'histoire du mouvement ouvrier

montre en effet que c'est une condition pour arracher de grandes victoires [9].

Durant toute la période de crise qu'a été le confinement lié au COVID 19, nous avons maintenu et formalisé nos distributions alimentaires. L'outil construit et structuré sur les années précédentes a permis de subvenir, chaque semaine, aux besoins en nourriture de 80 foyers, d'autant plus précarisés par cette crise. Les vendredis étaient l'occasion de nous retrouver et de reprendre du pouvoir sur nos vies, dans un contexte où beaucoup de personnes souffraient de l'isolement, sans aucune prise sur les événements. Ce n'était pas un contexte de luttes, mais le R2R a quand même trouvé son utilité, notamment du point de vue de la subsistance et en maintenant du lien social.

Au-delà d'assurer la subsistance de certaines luttes sociales, distribuer des denrées alimentaires et des plats cuisinés nous a permis de construire des ponts avec certaines organisations politiques qui nous semblaient lointaines. Issues d'une tradition autonome, une distance existait de fait entre les organisations plutôt institutionnelles (partis, syndicats, etc.) et nous. Au fil des années, à force de ravitailler piquets de grèves et manifestations, nous avons noué des relations de confiance avec certain-es syndicalistes. L'idée, derrière **ce travail de composition**, était de **mettre en lien différents espaces en lutte**, qui ne discutent pas « naturellement » entre eux. Ces rencontres nous paraissent et nous paraissent toujours nécessaires pour renforcer notre camp social et augmenter le rapport de force, en pensant des actions communes.

Entre autres réussites, en 2018, nous avons ravitaillé pendant 3 mois des facteur·ices en grève. L'été suivant ils sont venu·es au champ récolter des oignons sur notre parcelle. Ils ont aussi construit un bureau de poste mobile sur la ZAD de NDDL pendant les expulsions en mai 2018, lieu où quasiment aucune d'entre elleux n'étaient venu·es auparavant [10].

En 2023, nous avons ravitaillé les cheminot·es en grève contre la réforme des retraites. Le lien créé au cours de cette mobilisation les a amené·es à soutenir publiquement les soulèvements de la terre lors d'un meeting organisé par le comité rennais, affirmant leur filiation avec Emile Pouget et le sabotage et Fernand Pelloutier et les bourses du travail [11].

Nous pensons aujourd'hui que cette hypothèse mutualiste rennaise peut être étendue et améliorée. Nous pensons qu'elle gagnerait en efficacité si elle s'inscrivait dans une dynamique plus large telle que celle des soulèvements de la terre. Le R2R rennais se retrouve souvent prestataire de service des luttes, sans boussole politique affirmée. Mis au service d'un mouvement de masse, il gagnerait selon nous en cohérence et donc en efficacité.

Nous pensons, en retour, que le mouvement des soulèvements de la terre, pour se donner les moyens de la révolution, doit se doter d'outils de production, notamment alimentaires, qui autonomisent la lutte, facilitent le travail de composition et offrent une alternative désirable au désastre vers lequel nous sommes entraîné·es.

Nous pensons qu'il est temps qu'un maximum de comités locaux se dotent de réseaux de ravitaillement pour constituer les greniers des soulèvements.

Ambitions et perspectives

Axe 1 : Composition & alliances - Le mouvement social doit opérer sa métamorphose terrestre

« [L]e destin des luttes sociales est arrimé à celui des terres, comme "pont politique" entre la question de la "fin du monde" et celle de la "fin du mois" » - Reprendre, démanteler, communiser

Territorialiser les luttes écologistes et sociales - Il y a pour nous un lien très net entre la dépossession de nos moyens d'existence par l'économie capitaliste et le saccage écologique de la planète. Coupé·es de la terre, de l'eau, des animaux, des saisons, nous n'avons pas toujours su

comprendre que « nous sommes la nature qui se défend ». La construction d'un autre rapport à ce qu'on appelle « nature » passera, d'une façon ou d'une autre, par une immersion, un rapport tactile. Cette dimension, invisibilisée dans les luttes sociales et leur tradition productiviste, est encore malheureusement souvent absente du mouvement pour le climat, qui peine à trouver des moyens d'agir autrement qu'en réclamant aux gouvernants de gouverner mieux, forcé de s'en remettre à sur ceux qui sont la cause du problème pour le résoudre....

Se coltiner les questions très pratiques de notre alimentation (sa production, sa distribution), nous met d'emblée en prise avec les enjeux environnementaux et sociaux et nous permet d'en reconstruire une compréhension « par le bas », tout en nous donnant dans le même temps des prises pour agir dessus.

Partager ces enjeux autour de l'alimentation avec d'autres groupes, associations ou collectifs permet, par ailleurs, de créer du lien avec eux. Ramener des cagettes de denrées alimentaires ou une grande quantité de soupe à une manifestation ou un piquet de grève visible et concrétise le soutien que l'on apporte à cet événement et au groupe qui l'organise. Désherber, planter et ramasser des légumes offrent des cadres de rencontres hors des espaces militants. **Ces gestes nous inscrivent très concrètement dans une démarche de composition.**

Pour lancer une telle dynamique à l'échelle des comités, il est possible de :

- faire le tour des paysan·nes autour de chez vous voir si iels veulent s'inscrire dans une dynamique de soutien aux luttes ;
- créer une asso d'intérêt général pour aller faire de la récup auprès de magasins bio ;
- se faire prêter des parcelles de terrain pour faire pousser et stocker vos productions ;
- organiser des distributions alimentaires dans les villes en invitant les bénéficiaires à rejoindre vos actions ;
- ravitailler en panier de légumes ou en cantines les événements militants de votre coin pour faire du lien avec les groupes locaux et renforcer les liens avec les orga politiques.

Pour donner des exemples de ce que permet ces liens, on peut citer la participation de la Confédération Paysanne au mouvement social des retraites. Seule, elle a déjà eu une grande affirmation politique, et tente de sortir d'une forme de corporatisme sectoriel dans lequel la FNSEA s'englué depuis toujours. Nous avons pu voir de nombreux tracteurs en tête de cortège des manifestations syndicales. Mais, avec l'aide de cantines militantes ou de réseaux de ravitaillement, des producteur.ices sont allées plus loin et se sont regroupé.es pour ravitailler les grévistes comme à Tours (avec la Louche finale), Versailles [12] ou Rennes [13].

A l'appel d'un syndicat, les cantinières et cantiniers du Plat de Résistance, en Deux Sèvres, ont cuisiné sur un piquet de grève devant l'usine Heuliez et ont ravitaillé avec un plat chaud l'usine d'agro-alimentaire Marie Surgelés à Airvault. Des liens se créent avec des salarié·es de l'agro-industrie, liens indispensables pour imaginer renverser le système agro-industrielle.

On pourrait imaginer aller encore plus loin grâce à ces rapprochements.

Avec l'aide de l'action des comités locaux des soulèvements, on pourrait imaginer que les syndicalistes encore englués dans le vieux schéma productiviste prennent position contre des grands projets inutiles et imposés. La CGT soutient encore par exemple la LGV Lyon-Turin.

On pourrait aussi pousser pour que la Confédération paysanne se pose la question de la propriété privée des terres agricoles [14] :

L'enjeu n'est pas seulement de favoriser l'augmentation du nombre de candidat·es aux métiers paysans et artisanaux, mais de proposer une révolution foncière d'ampleur qui libère un accès de toutes à des parcelles substantielles de terres pour une pluralité d'usages.

Axe 2 : Se réappropriier la fabrique collective de notre subsistance commune

Même à une échelle réduite, même sans parvenir à une autonomie complète, la réappropriation des techniques, moyens et savoirs liés à la production alimentaire est toujours une petite victoire symbolique sur le système capitalo-industriel, une promesse qu'on peut faire autrement. C'est cette promesse qui démultiplie l'effectivité d'un panier de ravitaillement apporté à des grévistes. C'est cette promesse qu'on veut faire grandir, parce qu'on sait très bien que si cette dynamique de réappropriation n'est pas toujours poussée plus loin, au point d'en devenir conflictuelle avec l'ordre établi, elle finit par être rattrapée et réintégrée.

C'est cette promesse qui esquisse le chemin entre ce qu'on pourrait mettre en place demain - au sein des près de deux cents comités des soulèvements de la terre et en lien avec d'autres initiatives du même genre partout dans le monde - et ce qu'on imagine pour un monde débarrassé de l'exploitation capitaliste.

On lance des pistes ici, elles ne sont qu'esquissées mais pourraient faire l'objet de discussions plus approfondies lors des prochaines rencontres inter-comités cet été 2023.

- **Autonomiser les luttes des Soulèvements de la Terre.**

Objectif de court terme (pour les rencontres inter-comité de l'été 2024 par exemple) : faire en sorte que nos événements (temps de mobilisation nationale, présentation locale, infotours, rencontres internes, etc.) soient autonomes du point de vue alimentaire : tout ce qu'on consomme sur ces temps-là provient de notre propre production ou des liens tissés avec des paysannes du coin. Constituer de véritables greniers sur tout le territoire qui rendent nos luttes autonomes du point de vue alimentaire. Cette dimension pourrait être doublée du même genre de structuration sur les autres plans matériels des événements (logistique, soin, radio, etc.).

- **Créer des réseaux de ravitaillement : inventer des circuits parallèles de distribution.**

Il y a d'abord les réseaux existants : AMAP/vente directe/marché de producteur/groupement d'achat. Il reste à les inscrire dans une même perspective politique offensive, tout comme les bourses du travail du mouvement ouvrier et leurs espaces d'auto-organisation se sont inscrites dans la dynamique du syndicalisme révolutionnaire. Cela passe principalement par les façons de se raconter le sens de ce qu'on fait : la même activité de petit maraîchage n'aura pas la même nature selon qu'elle se pense dans le cadre de tiers-lieux de la « transition écologique » promus comme vitrine verte par les pouvoirs publics, ou dans le cadre d'une reprise de terre avec les Soulèvements...

Il y a aussi les réponses bricolées qui s'expérimentent au gré des situations exceptionnelles ravitaillement des grèves longuessolutions de premières nécessités face aux crises type covid (qui malheureusement ne manqueront pas de se multiplier dans les années à venir). Les moments où les ressorts du système sont grippés sont souvent l'occasion pour l'inventivité populaire de se manifester. Cela dit rien n'empêche de se lancer avant d'être acculé par la nécessité, d'autant qu'en temps de crise il vaut mieux pouvoir compter sur des ébauches existantes que de tout avoir à créer sur le tas.

Inscrire cette question du ravitaillement dans une dynamique territoriale large (celle des comités soulèvements de la terre) présente aussi l'avantage de permettre des échanges d'un territoire à l'autre (huile d'olive contre betteraves, sarrasin contre blé dur).

- **Reprendre les terres : Arracher des terres aux métropoles et à l'agro-industrie.**

On renvoie ici à la dynamique collective « Reprise de terres » [15], en faisant nôtre leur questionnement : « comment inventer des tactiques foncières, politiques et juridiques pour contrer l'accaparement des terres par le productivisme et organiser la vie autour de communs qui prennent en compte tous les êtres qui habitent un lieu ? »

Leur approche n'oublie pas d'intégrer à la question foncière la perspective naturaliste : « Nous

reprendrons aussi les terres pour les déprendre, pour les laisser en libre évolution, pour que des dynamiques écologiques sauvages spontanées puissent s'y déployer. »

- **Sortir de l'agriculture industrielle, ne pas se contenter de la bio.**

En s'appuyant sur les réflexions de « L'Atelier paysan », il faudra élaborer des pistes pour sortir de la stratégie commerciale de niche [16] :

La seule façon pour [la bio] d'exister et de se développer, c'est d'avoir une stratégie commerciale de niche, de s'adresser à un segment de marché, des plus privilégiés d'entre nous. Cette stratégie-là a atteint ses limites, dans un contexte de précarisation de la population. Il faut que nous soyons capables de proposer un projet politique pour que toute la population ait accès à une alimentation produite dans des conditions paysannes.

- **Socialiser l'alimentation & communaliser les processus de décision.**

Ce que nous retenons de la proposition d'une « sécurité sociale de l'alimentation » portée par le livre Régime général [17], c'est que celle-ci, tout comme la sécu à ses débuts, est basée sur des structures décentralisées et autogérées, qui préfigurent les formes d'organisation que l'on aimerait voir massivement émerger. Les processus de prises de décisions collent alors avec les espaces de prises en charge des problèmes, dans une perspective révolutionnaire communaliste.

Ces prises de décision concerneront aussi les lieux de productions, de transformation, de distribution. Soyons claires, de la Terre à la distribution, la propriété collective et d'usage remplacera la propriété privée lucrative. Et, lutter contre la propriété privée, c'est aussi lutter contre le patriarcat. Sybille Gollac et Céline Bessière l'argumentent dans *Le genre du capital*. Elles y analysent les mécanismes de contrôles et de distribution du capital selon les classes sociales, et y démontrent qu'ils aboutissent toujours à la dépossession des femmes.

Cela a le double mérite de ne pas simplement renvoyer à des lendemains plus qu'hypothétiques et d'éviter l'écueil gestionnaire qui en ferait une simple politique redistributrice d'ajustement d'une pauvreté « tolérable ». Il ne tient qu'à nous de commencer à construire ces structures dès aujourd'hui.

Et maintenant ?

Si on vous adresse ce texte c'est qu'on a bien envie d'avoir vos retours et d'échanger sur toutes ces perspectives, et pourquoi pas de se coordonner sur des initiatives communes. On pourra évidemment en discuter lors des rencontres inter-comités en juillet sur la zad (et en profiter pour échanger avec les camarades sur place sur leur expérience en la matière). On envisage aussi une tournée des différents comités intéressés pour venir présenter plus dans les détails le fonctionnement du réseau de ravitaillement et comités intéressés et découvrir vos initiatives locales !

Ce texte est le produit d'un travail de réflexion entre membres du réseau de ravitaillement des luttes du pays rennais, des membres du comité rennais des SDT ou des personnes ayant la double casquette.